Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem

17 | 2006
Varia

L'image des États-Unis dans les relations israélo-palestiniennes entre 1988 et 1992

Une grande puissance interventionniste autant adulée que décriée

Emmanuelle Meson

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/bcrfj/189
ISSN : 2075-5287

Éditeur
Centre de recherche français de Jérusalem

Édition imprimée
Date de publication : 30 novembre 2006
Pagination : 96-118

Référence électronique
Emmanuelle Meson, « L'image des États-Unis dans les relations israélo-palestiniennes entre 1988 et 1992 », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* [En ligne], 17 | 2006, mis en ligne le 07 mars 2012, Consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/bcrfj/189

© Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem

L'image des États-Unis dans les relations israélo-palestiniennes entre 1988 et 1992 : une grande puissance interventionniste autant adulée que décriée

Emmanuelle MESON[*]

Boursière, Centre de recherche français de Jérusalem

L'image des États-Unis à travers le monde symbolise généralement la force, la sécurité, la puissance d'un immense pays, mais surtout celle des dollars. Les États-Unis apparaissent comme la première puissance économique du globe, loin devant les autres. Ils exercent un véritable impérialisme économique et leur puissance militaire se manifeste à l'échelle planétaire. Toutefois, ils évoquent aussi, pour certains, la perdition, l'argent sale et la décadence. Tantôt adulés, tantôt décriés, les États-Unis continuent de fasciner.

Au cours de recherches à Jérusalem[1], dans le cadre d'une thèse de doctorat d'histoire portant sur les relations israélo-palestiniennes abordées

[*] Emmanuelle MESON a commencé par travailler sur les relations israélo-palestiniennes à travers les articles de journaux français et israélien, avant de s'orienter vers l'étude des caricatures politiques pour sa thèse de doctorat, qu'elle prépare sous la direction du professeur Carol Iancu (Université Paul Valéry-Montpellier). Elle étudie les relations israélo-palestiniennes à travers les caricatures politiques de la presse française, israélienne et palestinienne. manumeson@aol.com

Bulletin du Centre de Recherche Français de Jérusalem, 17, (2006).

par le biais des caricatures politiques, nous avons découvert les visions française, israélienne et palestinienne à la fois proches et décalées sur la politique américaine au Moyen-Orient. L'intérêt de cette analyse provient de cette similitude des points de vue qui prévaut encore aujourd'hui.

L'attrait de la presse écrite, à travers les caricatures, même si elle touche moins le grand public, réside dans son lectorat : la classe dirigeante, les hommes d'affaires et les intellectuels gravitant autour des secteurs politique, économique ou financier et aptes à intervenir au niveau de ces événements. Pour cette étude, nous nous sommes appuyés sur les caricatures politiques publiées dans la presse : *Le Monde*, quotidien français ; *The Jerusalem Post*, quotidien israélien édité en anglais ; *Al-Fajr*, quotidien palestinien édité en anglais ; *Palestine Times*, magazine palestinien édité en anglais.

Le Monde, malgré ses colonnes alors dépourvues de photographies, apparaît, tel que son nom l'indique, comme « le plus grand journal français de dimension internationale [2].» Sa ligne éditoriale accorde une large place aux informations internationales grâce à des envoyés spéciaux disséminés de par le monde. Perçu comme un quotidien sérieux, dont les informations approfondies sont des plus fiables, il sert de référence en matière de presse, même au-delà de nos frontières, et reste l'un des organes de communication les plus influents. Indépendant du pouvoir et des partis politiques, il touche plus d'un million et demi de lecteurs. En France, *Le Monde* s'impose comme le journal le plus lu par les hauts responsables politiques, économiques et culturels, ainsi que par les catégories socioprofessionnelles supérieures. Depuis sa création, le journal s'intéresse au Moyen-Orient.

The Jerusalem Post, édité en anglais, est l'un des principaux quotidiens israéliens. Sa forme s'apparente à celle du journal *Le Monde*, malgré la présence de photographies et de caricatures en noir et blanc.

Le quotidien traite de sujets économiques, sociaux, culturels et une large place est accordée à la politique étrangère. Les relations israélo-arabes et, surtout, israélo-américaines y occupent une place non négligeable. De réputation internationale, il est souvent cité à l'étranger. Privilégiant la liberté d'expression, ce journal reflète une diversité d'opinions où chacun peut s'exprimer. Ses lecteurs se situent dans les catégories socioprofessionnelles supérieures : hommes d'affaires et politiques.

---

[1] Dans le cadre d'une « bourse mois chercheur » accordée par le Centre de Recherche Français de Jérusalem en août 2005.

[2] Voir A. Finkeldei, *Histoire et idéologie du journal Le Monde*, Ed. Verlag Shaker, p. 1.

Al-Fajr Palestinian Weekly, supplément du « *Al-Fajr Arabic Daily* », est édité en anglais, dans les territoires occupés, à Jérusalem-Est. Cette édition locale de seize pages, parue pour la première fois en 1980, publie en moyenne dix caricatures par mois. Le plus grand nombre de dessins proviennent de « *Al-Quds*[3] ». Les sujets concernent la politique israélienne dans les territoires occupés, la politique américaine et sa perception, et l'ONU.

Palestine Times paraît, en anglais, à Londres. D'un petit bulletin de quatre pages en 1991, il passe à huit en 1994, puis à quatorze en 1996, avec un à deux dessins en moyenne par mois. Ce mensuel aborde des sujets comme la culture, l'histoire, l'opinion et les affaires palestiniennes. Sa ligne éditoriale véhicule les mêmes idées que le Hamas. Seule l'année 1992 est complète ; pour les autres années, il manque environ la moitié des numéros.

Nous avons choisi de nous intéresser, pour chaque journal, aux principales caricatures[4] (environ cinq), qui donnent un aperçu de leur position et de leur représentation de la place des États-Unis dans les relations israélo-palestiniennes. Toutefois, les commentaires tiennent compte de l'ensemble des dessins et de l'image générale que les journaux transmettent.

La Terre sainte à l'histoire millénaire a fait l'objet de nombreuses guerres et conquêtes. Elle reste, à la fin du XIX^e^ siècle, au centre des conflits politiques, religieux et humains. Bien des tensions actuelles prennent leurs origines dans des événements qui remontent à plus de soixante-dix ans. L'Europe, Grande-Bretagne et France en tête, a compris l'intérêt de cette région dès le XIX^e^ siècle. La fin de la première guerre mondiale et l'établissement des protectorats lui permettent de pénétrer encore plus dans cette terre, au Liban, en Syrie et en Palestine. Les États-Unis, alors sous l'influence de la doctrine Monroe[5], ne s'intéressent qu'au continent américain

[3] Quotidien palestinien publié en arabe à Jérusalem.

[4] Toutefois, pour des raisons de droit de reproduction, nous ne pouvons éditer les caricatures.

[5] La doctrine du Président Monroe date de 1823. Elle demeure longtemps le fil conducteur de la politique extérieure américaine : pas d'intervention armée d'une puissance européenne en Amérique ; et donc pas d'intervention américaine dans les affaires européennes.

dans son ensemble[6], même s'ils allouent des prêts à l'Europe depuis la première guerre mondiale. Ce n'est qu'avec l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais en 1941 et leur entrée dans la seconde guerre mondiale qu'ils s'impliquent réellement dans les affaires européennes, et par conséquent dans celles du Moyen-Orient.

Après 1945, le monde se trouve divisé en deux blocs : les États-Unis et l'URSS. Tous deux font preuve d'une volonté d'hégémonie mondiale. Chacun désire imposer son système au monde entier grâce à sa puissance militaire, ses moyens économiques, financiers et médiatiques. Dans les années soixante, les Américains paraissent les seuls à pouvoir s'opposer aux Soviétiques. Le Moyen-Orient représente alors un enjeu économique et financier pour ces deux grandes puissances. La position stratégique de cette zone et la question du pétrole demeurent au cœur des préoccupations car l'URSS s'est installée dans la région. Pour ce pays, le Moyen-Orient est une région frontalière, située seulement à 3 000 kilomètres. À l'inverse les 11 000 kilomètres séparant les États-Unis de cette contrée, incitent ces derniers à trouver des bases sur place.

Les Américains refusent toute idée de partage de terre entre Juifs et Arabes, afin de ne pas indisposer les pays arabes producteurs de pétrole. Ils sont pourtant les premiers à reconnaître la création de l'État d'Israël en 1948. Se sentant menacée au Moyen-Orient, l'URSS change alors de politique en retirant son appui aux sionistes, et accorde son soutien militaire et financier aux pays arabes.

Dans les années 1970 Israël devient un atout stratégique car le pays est une base avancée dans la région face aux Soviétiques. Mais si le conflit israélo-arabe gêne les États-Unis dans leurs relations avec les pays arabes, ils n'ont pas la volonté politique de pousser Israël à accepter des concessions.

Les accords de Camp David, en septembre 1978, marquent une étape historique en ouvrant la voie aux futures négociations. L'Égypte est le premier pays arabe à reconnaître Israël. Si le problème palestinien est enfin reconnu, les questions de Jérusalem, du Golan, des colonies et des droits palestiniens ne sont pas abordées.

En 1982, l'initiative du président Reagan prend enfin en compte le fait palestinien en proposant une confédération jordano-palestinienne. Cependant aucune avancée concrète n'est visible jusqu'en 1988.

---

[6] Hormis l'intervention dans la première guerre mondiale en 1917. Le président Wilson rompt alors avec la politique traditionnelle. Mais les républicains revenus au pouvoir en 1921 ramènent le pays dans l'isolationnisme.

Entre 1988 et 1992, et principalement au cours du mandat de George Bush senior à la Maison Blanche, comment la presse, française, israélienne ou palestinienne aborde-t-elle la question de la politique américaine dans les relations israélo-palestiniennes ? Comment représente-t-elle les États-Unis ?

Après avoir analysé l'image des États-Unis et du nouvel ordre mondial, nous aborderons la question du processus de paix.

I. Les États-Unis et le nouvel ordre mondial

La situation politique internationale change à la fin des années quatre-vingt. Le monde bipolaire qui prédominait jusque-là s'achève avec la chute du Mur de Berlin en 1989, puis celle du communisme. De nouvelles alliances se créent et les attributions des États-Unis changent. La personnalité du nouveau Président américain G. Bush préfigure les événements futurs.

La personnalité de George W. Bush dans la presse :

G. Bush succède à R. Reagan en janvier 1989, dans un climat de détente soviéto-américaine et de cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak depuis juillet 1988. *Le Monde* présente le nouveau Président George Bush sous les traits d'un homme quelque peu naïf et manquant d'autorité. Son allure, grande et svelte avec une tête allongée, ne correspond pas à l'image d'un Président américain énergique et efficace. On note des gestes de faiblesse dans ses attitudes.

Cependant, son image évolue avec la crise et la guerre du Golfe, en 1990-1991. Durant cette période, il se dégage des caricatures du *Monde* une impression de force, de puissance, les États-Unis sont sûrs d'eux-mêmes. Le quotidien français résume alors ces événements à un duel Saddam Hussein-George Bush en présentant les États-Unis comme les gendarmes du monde. La majorité des illustrations mettent les deux hommes face à face. Fin août 1990, George Bush en tenue de cow-boy et Saddam Hussein, en véritable ogre, s'affrontent en duel[7]. L'étoile de shérif sur la poitrine, le Président américain incarne le bien, le « gentil cow-boy », l'image de l'Amérique profonde faisant régner l'ordre face au « méchant dictateur ». L'otage du Président irakien lui sert alors de « bouclier humain ». Privilégiant un règlement par la force, G. Bush se pose en rempart contre Saddam Hussein.

Pour sa part, *The Jerusalem Post,* décrit le Président américain G. Bush comme un homme svelte et grand, portant des lunettes qui lui donnent un air

[7] *Le Monde*, 29 août 1990, p. 4, Plantu.

sérieux, un homme politique normal vêtu d'un costume-cravate. Sa tête allongée, comme son menton, attire l'attention. Contrairement à d'autres hommes politiques, George Bush ne rentre pas la tête dans ses épaules. Une impression de pouvoir, de contrôle se dégage de lui. Perçu comme un homme faible aux États-Unis, manquant de poigne, il fait parfaitement face à Saddam Hussein lors de la crise et la guerre du Golfe en 1990-91. Cette sensation de puissance est également visible dans ses rapports avec Israël. Le quotidien israélien le présente systématiquement deux à trois fois plus grand que M. Shamir. Les États-Unis, en raison de leur puissance, sont perçus depuis plusieurs décennies en Israël comme garants de la survie du pays[8] et les Présidents américains, quelle que soit leur appartenance politique, maintiennent leur soutien à cet État.

À l'inverse de ce que présentent les journaux français et israélien, *Al-Fajr* ne reflète pas une bonne image de M. Bush. Les mises en scène mettent en avant un homme plutôt incompétent et nonchalant. Accusé d'être totalement ignorant du problème palestinien, le Président américain est très largement tourné en ridicule.

La guerre du Golfe et ses conséquences :

Les événements du Golfe en 1990-1991 font suite à un contexte régional de tension diffuse dû au gel du processus de paix israélo-arabe, au réarmement de l'Irak et à son rapprochement avec l'OLP. Les États-Unis veulent dissocier leur allié israélien de la coalition anti-irakienne pour y réunir les pays arabes afin de déjouer la position irakienne qui lie la menace américaine à celle d'Israël. Alors, pour ne pas contrarier ses alliés arabes, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Syrie, Washington demande à Israël de ne pas intervenir dans cette guerre même si le pays est touché par des missiles irakiens. Contredisant quarante années de doctrine militaire, et pour la première fois de son histoire, Israël ne réplique pas aux *scuds* irakiens. Dans un dessin du *Monde* de janvier 1991[9], le Président américain, assis à son bureau, s'adresse à un homme devant lui : « Pas de panique ! essayez de voir

[8] « Pour la plupart des observateurs, l'intensité des échanges entre Israël et les États-Unis, l'étendue et l'intimité de leur coopération, l'appui de Washington à Tel-Aviv sous de multiples formes (économique, militaire, politico-diplomatique) manifestent l'existence de liens spécifiques, solides et peut-être inébranlables ». C. Mansour, *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Colin, 1995.

[9] *Le Monde*, 20-21 janvier 1991, p. 1, Plantu.

les choses autrement ! ». L'homme porte une *kippa* et l'étoile de David sur son *tee-shirt*. Trois petits missiles sont plantés dans son dos. George Bush, assez détendu malgré les événements, demande à un Israélien criblé de missiles de voir les choses calmement. Il est inhabituel de voir le Président des États-Unis si décontracté et manquant quelque peu de sérieux alors qu'un nouveau conflit ravage le Moyen-Orient. Pourtant sur le terrain, dès la chute des premières fusées irakiennes sur le sol israélien, les États-Unis prennent directement la défense d'Israël et envoient des batteries de missiles « Patriot » avec des soldats américains.

Le Monde tente par ses caricatures de contrebalancer l'influence, mais surtout la vision américaine. La France participe à la coalition anti-irakienne pour ne pas abandonner le Moyen-Orient à la seule influence des États-Unis déjà présents sur tous les écrans de télévision du monde grâce à la chaîne CNN qui diffuse des images en continu. La démonstration militaire des États-Unis durant la guerre du Golfe leur façonne une nouvelle image à travers le monde. Outre des rivalités commerciales dans cette zone géographique, l'Europe, mais surtout la France, a une conception différente des États-Unis sur la paix au Proche-Orient et sur les moyens d'y parvenir.

À l'aube de la guerre du Golfe, un dessin[10] du *Jerusalem Post*, daté du 19 janvier 1991, résume parfaitement la vision des Israéliens sur les États-Unis. Un homme est assis dans un fauteuil sur lequel on peut lire « Moyen-Orient ». Son allure vestimentaire rappelle le drapeau américain : chapeau de cow-boy, chemise parsemée d'étoiles, bandes blanches sur son pantalon, bottes. Dans une main, il tient trois missiles, dans l'autre il serre contre lui un enfant portant à bout de bras un drapeau israélien. Un bidon d'essence se trouve à ses pieds. Cet homme semble fort, puissant et sûr de lui comme les États-Unis en 1991. Pour les Israéliens, les États-Unis sont une grande puissance qui s'impose à la région et dispose de la force militaire (missiles) pour surveiller le pétrole, veiller sur Israël, jeune État (encore un enfant, il n'a que quarante ans) et faire face à l'Irak au début de la guerre du Golfe.

L'année 1991 représente un tournant dans les relations israélo-américaines. Les pays arabes jusque-là unis face à Israël évoluent, la Syrie, perçue comme belliqueuse, s'allie pourtant avec les États-Unis. Les Américains réussissent une percée sur le marché des armes et installent durablement leur influence dans la région. Les Israéliens doivent non seulement ne pas riposter aux *scuds* irakiens, mais aussi accepter une alliance entre Américains et Syriens. Avec la fin de la guerre du Golfe les Israéliens

[10] *The Jerusalem Post*, 19 janvier 1991, p. 9.

doivent s'engager dans le processus de paix pour parvenir à une stabilité régionale si chère aux États-Unis. Car, après leur victoire écrasante et leur nouvelle suprématie, les États-Unis s'engagent enfin à régler les problèmes du Proche-Orient : la question palestinienne, les litiges israélo-libanais et israélo-syrien. Pour parvenir à cela ils doivent concrétiser un accord israélo-arabe. L'URSS, en proie à de grandes difficultés intérieures, ne joue plus de rôle, pas plus que l'Europe. Forts de leur pouvoir inégalé dans le monde, les États-Unis et G. Bush décident de stabiliser le Proche-Orient pour éviter d'autres conflits et asseoir leur influence.

Le nouvel ordre mondial : les États-Unis se substituent à l'ONU

Les États-Unis disposent des moyens nécessaires pour imposer leurs idées au Conseil de sécurité de l'ONU. Soutiens inconditionnels d'Israël, sur les plans diplomatique, militaire et financier, les États-Unis usent aussi de leur pouvoir de veto[11] à l'ONU. Ceci, afin d'éviter des condamnations et protéger ainsi Israël de certains projets de résolutions du Conseil de sécurité qui « condamne…, déplore…, dénonce…, exige…, affirme…et recommande » à Israël d'obéir à l'institution mondiale.

Toutefois les Américains adaptent leur politique aux circonstances et votent parfois en faveur de certaines résolutions. Entre 1988 et 1992, les États-Unis émettent neuf vetos[12] sur des condamnations d'incursions israéliennes au Liban, des violations des droits de l'homme dans les territoires occupés, des confiscations de biens palestiniens, et sur des appels aux autorités israéliennes à se conformer à la Quatrième Convention de Genève relative à la protection des populations civiles en temps de guerre.

En plus des nombreuses résolutions, l'ONU publie depuis près de quarante ans de nombreux rapports des différentes commissions, en particulier de celle des droits de l'homme.

Une des plus grandes conséquences de la fin du monde bipolaire et du nouvel ordre mondial est que les États-Unis jouent désormais le rôle d'arbitre jusque-là dévolu à l'ONU. Avec la mise en place de la Conférence de Madrid en octobre 1991, les États-Unis et Israël excluent de fait l'organisation onusienne dans le règlement du conflit israélo-arabe. Les décisions prises à

---

[11] Le « conseil de sécurité » de l'ONU prend des « résolutions ». Mais les membres permanents de ce conseil, France, URSS puis Russie en 1991, Chine, États-Unis et Royaume-Uni, disposent d'un droit de veto, qui bloque souvent le fonctionnement.

[11]1988 : 18 janvier, 1er février, 15 avril, 10 mai, 14 décembre. 1989 : 17 février, 9 juin, 7 novembre. 1990 : 31 mai.

cette occasion laissent de côté les résolutions de l'ONU et par conséquent les règles de droits internationaux. À présent avec la victoire du capitalisme sur le communisme, l'unilatéralisme apparaît, la conciliation de l'ONU n'est plus obligatoire.

Le Monde, *The Jerusalem Post* et *Al-Fajr* s'accordent à travers leurs caricatures pour mettre en lumière le nouveau rôle secondaire de l'ONU. *Le Monde*, défend la position française en dénonçant vigoureusement la politique israélienne dans les territoires occupés et en se référant aux nombreuses résolutions onusiennes. Le quotidien met ainsi en scène, le 15 octobre 1990[13] : M. Bush en tenue de juge. Ce dernier s'adresse à M. Shamir, « Cette fois moi aussi, je vous condamne ! ». M. Shamir, un peu dépité, lui répond « mon propre avocat ! » Fait rarissime à l'ONU, les États-Unis se sont joints à une condamnation internationale d'Israël à la suite de la mort d'une vingtaine de Palestiniens sur l'esplanade des Mosquées après des affrontements avec les forces israéliennes. Ce qui justifie, pour les États-Unis, ce vote favorable, c'est qu'ils ne désirent pas indisposer leurs alliés arabes (Syrie, Égypte, Arabie Saoudite) en pleine crise du Golfe, au moment où Saddam Hussein vient d'envahir le Koweït. L'ONU demande alors à Israël, par les résolutions 672 et 673, de recevoir les enquêteurs étrangers sur son territoire et condamne les actes de violence commis par les forces israéliennes. Pour *Le Monde,* la décision finale lors du vote de résolutions concernant Israël ne dépend donc pas de l'ONU, mais uniquement de l'un de ses membres permanents : les États-Unis.

The Jerusalem Post se rit de façon plus générale de l'influence des États-Unis sur l'ONU. Le journal israélien dénonce les pressions financières, diplomatiques ou autres que les États-Unis exercent sur les membres de l'ONU, notamment sur les pays en voie de développement. Les Israéliens sont habitués, sauf cas exceptionnel, à ce que les États-Unis usent de leur droit de veto à l'ONU afin de leur éviter des sanctions. Pourtant, même ce journal dénonce l'emprise des États-Unis sur cette organisation : George Bush[14] joue ainsi avec un yo-yo, sur lequel apparaît le sigle de l'ONU : la terre entourée de deux rameaux d'olivier. Joyeux, le Président américain arbore une tenue de fête. Cette caricature sort au moment des événements du Golfe en 1991. L'Amérique a fortement influencé les décisions de l'ONU en privilégiant un règlement par la force. Une dizaine de résolutions ont été votées par les Nations Unies qui se sont rangées à la politique américaine.

---

[13] *Le Monde*, 14-15 octobre 1990, p. 5, Pancho.
[14] *The Jerusalem Post*, 30 mars 1991, p. 5, M. Ronnen.

Après la guerre du Golfe et à la demande des États-Unis, l'Assemblée générale des Nations Unies annule la résolution 3379 du 10 novembre 1975 qui assimilait le sionisme à une « certaine forme de racisme et de discrimination sociale », ceci juste avant l'ouverture de la Conférence de paix de Madrid du 30 octobre, parrainée et organisée par les États-Unis.

Les Palestiniens, à travers *Al-Fajr*, associent l'ONU à un jouet grandeur nature des États-Unis. Le thème de l'ONU et de son impuissance à régler le conflit israélo-palestinien, à cause de la pression américaine, revient très souvent. L'ONU est toujours représentée par un homme avec un immense globe terrestre à la place de la tête. Le journal caricature[15] un Américain (chapeau aux couleurs des États-Unis) et un Israélien (casque de soldat) qui tirent avec vigueur une corde attachée à un homme pour l'empêcher d'avancer. Ce dernier tend les bras à un Palestinien (keffieh autour du cou) comme pour essayer de l'aider. Nous sommes en novembre 1988, près d'un an après le début de l'*Intifada* et de violences contre les soldats israéliens afin de dénoncer l'occupation. Les Palestiniens ne perçoivent aucune solution concrète. Américains et Israéliens ne souhaitent pas que l'ONU prenne part aux affaires israéliennes.

L'ONU reproche aux Israéliens l'emploi de la violence militaire à l'encontre des populations civiles. Mais, indépendamment de la possibilité de s'opposer, critiquer ou condamner, l'ONU ne possède aucun moyen concret de faire appliquer ses décisions, notamment les résolutions 181[16] de 1947 ou 242[17] de 1967. Les décisions concernant Israël et les Palestiniens votées par l'ONU n'ont jamais été appliquées par les Israéliens. Les Américains protégent les Israéliens. Israël, un pays jeune de quarante ans, est caricaturé sous les traits d'un jeune enfant espiègle, protégé par son grand papa américain.

La controverse des Palestiniens sur le nouvel ordre mondial des États-Unis : Palestine Times conteste énergiquement la politique de G. Bush après la guerre du Golfe en 1991 et le nouvel ordre mondial qu'il souhaite imposer, alors même que des Musulmans meurent en Bosnie et que les États-Unis doivent faire face à de sanglantes émeutes. Le magazine utilise le sang et les

[15] *Al-Fajr*, 28 novembre 1988, p. 1, S. Mansour.
[16] Sur le partage de la Palestine en deux États.
[17] Sur le retrait des territoires occupés par Israël : Bande de Gaza, Cisjordanie et Golan.

situations de violence pour transmettre ses réprobations et se focalise sur les événements en Bosnie-Herzégovine qui ravivent la colère des Palestiniens.

La Conférence de paix de Madrid, en octobre 1991, inaugure les discussions israélo-arabes. Les pourparlers bilatéraux entre Israéliens et Palestiniens qui en découlent se poursuivent à Washington dès le mois de janvier 1992 sans réelle avancée. Un mois plus tard, en février 1992, paraît un dessin[18] où la statue de la Liberté brandit dans une main un chandelier à sept branches, une *menorah*[19], en référence à l'appui des États-Unis à Israël, tandis qu'elle écrase de son autre main, de toute sa force, un homme qui pourrait être un Palestinien. La statue semble fière et forte comme les Américains après leur victoire sur l'Irak et leur assise au Proche-Orient.

Cependant, ce nouvel ordre mondial[20] américain, sous l'apparence d'une mappemonde, fond en juin 1992 devant l'air médusé du Président américain qui songe à « *Los Angeles* » et à la « *Bosnia* ». Un mois plus tôt de sanglantes révoltes ont en effet secoué Los Angeles. Cinquante-cinq personnes sont mortes. La Garde nationale a dû intervenir. En Europe, les Serbes refusent l'indépendance de la Bosnie. Ils déclenchent la guerre en avril 1992, et tuent des milliers de musulmans. Pour le *Palestine Times*, les États-Unis ne sont pas un bon modèle pour les autres ; ils doivent aussi faire face à des troubles dans leur pays, et leur nouvel ordre mondial, mis en place en 1991, vacille. Le journal condamne la mort de milliers de musulmans en Bosnie.

Une des critiques les plus virulentes provient d'une caricature du 4 août 1992[21] dans laquelle un homme de grande taille a revêtu un costume aux couleurs américaines (queue de pie, pantalon rayé et chapeau avec des rayures et une étoile). Le ventre gonflé d'orgueil, il regarde à la lunette d'un fusil mitrailleur en direction de l'Irak. Ses pieds se trouvent dans une grande flaque de sang. Le fusil est posé sur trois écrans de télévision où sont inscrits de haut en bas « Palestine », « *Bosnia* », « *Herzegovia* ». Le sang coule des trois écrans. En 1992, bien que la guerre du Golfe soit terminée, les États-Unis s'intéressent toujours autant à l'Irak, alors même que des tensions se font jour en Bosnie-Herzégovine où les Serbes tuent des musulmans. Le sang coule aussi en Palestine, toujours sous occupation israélienne. La Serbie et Israël, malgré les résolutions de l'ONU à leur encontre, poursuivent leur

[18] *Palestine Times*, 6 février 1992, p. 4.
[19] L'un des principaux objets de culte dans le Temple du roi Salomon à Jérusalem, elle est devenue le symbole de l'héritage culturel juif.
[20] *Palestine Times*, juin 1992, p. 4.
[21] *Palestine Times*, août 1992, p. 4.

politique. À l'inverse, en quelques mois, une coalition contre l'Irak menée par les Américains voit le jour. Les avions sont lancés et l'Irak est contraint de se retirer du Koweït. Les Palestiniens ne comprennent pas cela.

Les Américains paraissent les seuls à jouir d'une influence aussi grande sur les événements dans le monde car ils peuvent exercer des pressions sur des pays lorsqu'ils le désirent. Ces deux dernières caricatures paraissent au moment des pourparlers israélo-palestiniens à Washington. Les discussions n'avancent guère : elles achoppent notamment sur le droit au retour des réfugiés palestiniens. Le rapprochement, au cours des années 1990-91, entre les États-Unis et la Syrie, mais aussi avec l'Égypte ne plaît guère aux Palestiniens qui se sentent oubliés. La colonisation israélienne se poursuit dans les territoires occupés et les concessions historiques faites fin 1988 n'ont abouti à aucune avancée concrète.

II. Les États-Unis et le processus de paix

L'intervention des États-Unis selon Le Monde *:*
Vitrine de la vision française, ce journal prend le contre-pied de la politique des États-Unis. Ces derniers sont un médiateur dans les relations israélo-arabes grâce aux secrétaires d'État, G. Shultz et J. Baker entre 1988 et 1992, mais aussi aux pressions diplomatiques et financières.

Le plan Shultz de 1988 s'inspire du plan Reagan de 1982, en privilégiant l'option jordanienne dans le règlement du conflit israélo-palestinien. Il est cependant vite oublié, rejeté par les deux parties. L'image dans le journal français de M. Shultz, pourtant secrétaire d'État, n'est guère à son avantage. Pancho le représente comme un homme petit et trapu, avec de larges épaules, un visage assez grand mais surtout un nez épaté. D'après cette image quelque peu négative, on se demande si cet homme est réellement capable de faire avancer le processus de paix israélo-palestinien. Pourtant au cours de l'année 1988, M. Shultz, très actif, effectue des navettes régulières entre Jérusalem, Damas, Amman et Le Caire afin de convaincre toutes les parties d'accepter son plan de paix : la paix contre les territoires. À l'inverse, James Baker, nouveau secrétaire d'État aux Affaires Étrangères à partir de 1989, apparaît plus sérieux dans ses représentations. De taille normale, les traits de son visage ne sont pas disproportionnés. On le sent plus assuré que M. Shultz avec un caractère fort. Son image laisse deviner un homme sérieux, faisant parfois preuve de froideur. Avec ses cheveux gris, il donne l'impression de n'être plus très jeune. Il sourit très rarement dans ses apparitions, laissant deviner un travailleur acharné. J. Baker n'est pas considéré, pas plus que

George Bush, comme tenant d'un soutien inconditionnel d'Israël, d'où une certaine froideur parfois dans ses rencontres avec M. Shamir notamment.

M. Baker n'est un homme ni facile ni chaleureux. Décidé à tout mettre en œuvre pour favoriser la paix au Moyen-orient, il entame dès le mois d'avril 1991, après la fin de la guerre du Golfe une tournée au Proche-Orient. *Le Monde* lui accorde plus de crédibilité qu'à M. Shultz. Sa tournée au Moyen-Orient, dans les pays arabes, en Israël et dans les territoires occupés en 1991, est représentée avec plus d'énergie que celle de l'ancien secrétaire d'État. Il effectue notamment des navettes entre Palestiniens et Israéliens, pour régler les derniers détails de la conférence régionale de paix. James Baker joue deux rôles à la fois[22] : celui du gentil qui permet d'ouvrir un dialogue entre plusieurs parties jusque-là ennemies, et celui du méchant lorsqu'un participant sort du rang. Il fait semblant de ne pas s'immiscer dans le conflit. Sans dévoiler de plan, il instaure un minimum de confiance entre les gens. Pour en arriver là, il a fait beaucoup de promesses à droite et à gauche. Durant l'année 1991, il est l'un des personnages que l'on voit le plus dans *Le Monde*.

Grâce à ses talents de diplomate, à ses promesses et à son sens du contact, M. Baker réussit l'impossible, réunir autour d'une même table, Syriens, Jordaniens, Palestiniens, Libanais, Égyptiens et Israéliens. On lui reproche de n'intervenir que dans les préparatifs sans participer aux négociations elles-mêmes. S'il parvient à réunir plusieurs parties, son rôle s'arrête là.

Par leurs pressions diplomatiques, les États-Unis ont obtenu que l'OLP reconnaisse enfin en décembre 1988, les résolutions 181, 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'organisation palestinienne évolue grâce au soutien de sa base, des États arabes et de la communauté internationale, et reconnaît implicitement l'État d'Israël. Ce geste historique est un signe lancé aux États-Unis afin qu'ils acceptent un dialogue avec elle et l'admettent comme le seul représentant des Palestiniens. Au cours d'une conférence de presse, Yasser Arafat déclare aussi renoncer au terrorisme. Les Américains réclamaient ces mesures depuis longtemps avant d'étudier les revendications palestiniennes.

Toutefois, pour le quotidien français, le dialogue entre l'OLP et l'Amérique semble difficile, les deux partenaires ne se trouvant pas sur un pied d'égalité. Dans une caricature, Yasser Arafat[23] est assis à la même table

---

[22] Y. Mens, « Les États-Unis et le Moyen-Orient », *La documentation française*, n°spécial 1992, n°680.

[23] *Le Monde*, 15 décembre 1988, p. 1, Plantu.

qu'un homme portant un chapeau aux couleurs américaines. Cependant, la forme de la table est telle que les deux hommes se tournent le dos. Pour les États-Unis, ce dialogue ne signifie nullement qu'ils soutiennent l'OLP, mais ils ont compris la nécessité de passer par cette organisation pour faire avancer le processus de paix et calmer les territoires occupés en pleine rébellion contre les Israéliens depuis le mois de décembre 1987 et l'*Intifada*.

L'arrivée de milliers de Juifs russes depuis 1989 et l'effondrement du bloc soviétique ont relancé la création des colonies dans les territoires occupés. En 1992, Israël a besoin du cautionnement des États-Unis pour un prêt de dix milliards de dollars, destiné à financer la création d'emplois et de logements pour les nouveaux arrivants. De leur côté, les États-Unis utilisent leur pouvoir financier en fonction des intérêts de leur politique. Ils exercent des pressions financières d'un côté et mènent une politique généreuse de dons de l'autre. En fonction des intérêts de leur politique intérieure, les États-Unis peuvent imposer des contraintes au gouvernement israélien en conditionnant par exemple la garantie d'un prêt à l'arrêt de la colonisation dans les territoires occupés. Ce prêt est pourtant accordé plusieurs mois plus tard à M. Rabin afin de gagner l'électorat juif au moment où les sondages ne sont pas favorables à George Bush dans la course à la Maison Blanche. En mars 1992, une caricature illustre cet événement par une scène de la vie quotidienne[24] en mars 1992 : un homme demande un prêt au guichet d'une banque. Le demandeur, M. Shamir, semble un peu replié sur lui-même, visiblement abattu, il a les épaules voûtées et. Il s'adresse à deux clients derrière lui : « Et vous, vous ne connaîtriez pas une banque qui pourrait me filer 10 milliards de dollars sans hypothèque ? ». Derrière le comptoir, M. Bush en guichetier, tête baissée ne dit rien. Au-dessus de lui, deux drapeaux américains entourent la pancarte « Prêts bancaires ».

Le Monde critique aussi la politique américaine de dons. Dès 1990, le caricaturiste Pancho ironise à propos de cette politique[25] : les États-Unis ne savent même plus où investir leurs dollars. Un homme à l'allure élancée réfléchit devant quatre machines à sous. Son chapeau rappelle les couleurs du drapeau américain. Il se demande dans quelle machine mettre la pièce qu'il tient dans sa main. Chaque machine porte un nom différent : Amérique Centrale, Europe de l'Est, Israël, Égypte. Quatre régions où les Américains désirent maintenir leur influence et où leur aide reste précieuse. La politique

[24] *Le Monde*, 18 mars 1992, p. 1, Plantu.
[25] *Le Monde*, 1-2 avril 1990, p. 5, Pancho.

américaine de refoulement du communisme consistait à passer des accords militaires ou financiers avec certains pays arabes comme l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Turquie et l'Iran, mais aussi la Jordanie et l'Égypte. Même avec la chute du communisme, les Américains maintiennent ces accords. L'Égypte est le seul pays arabe ayant, en 1990, déjà signé un traité de paix séparé avec Israël. Le pays intervient régulièrement dans les négociations israélo-palestiniennes. Les accords de Camp David de 1978 ont isolé l'Égypte au sein du monde arabe. L'aide américaine reste donc nécessaire. La Jordanie bénéficie aussi des dollars américains. Mais, en mars 1991, les États-Unis suppriment leur aide économique à cause de sa neutralité dans le conflit avec l'Irak [26].

Les Israéliens gênés par certaines positions adoptées par les États-Unis :
The Jerusalem Post émet des critiques envers les États-Unis dans leurs relations avec Israël. Si ceux-ci apportent un soutien inconditionnel au pays, ils dérogent parfois à ce principe, notamment au niveau de leurs contacts avec l'OLP, de leur position sur la colonisation des territoires occupés et des concessions qu'ils attendent du gouvernement israélien.

Avec l'ouverture du dialogue entre l'OLP et les États-Unis, en décembre 1988, une nouvelle ère débute. Pour la première fois les Américains reconnaissent la centrale palestinienne alors même que les Israéliens refusent tout contact avec elle. L'OLP évoque la peur, le terrorisme, le sang pour les Israéliens. *The Jerusalem Post* relaye[27] cette vision en caricaturant Yasser Arafat, au sommet d'un immense tank. Le chef de l'OLP jette son fusil (inscription « *Terror* » dessus). Les lettres US sont inscrites en grande taille sur le tank. L'OLP vient de rejeter le terrorisme et reconnaître implicitement Israël en acceptant les résolutions 181, 242 et 338 de l'ONU. Le journal israélien s'inquiète de ce rapprochement et de ses conséquences pour Israël. Sur le terrain, le dialogue engagé par les États-Unis avec l'OLP reste assez froid. Si l'administration Bush doit honorer la politique inaugurée par son prédécesseur M. Reagan, elle reste toutefois assez pragmatique sur les relations avec l'OLP et continue la coopération stratégique avec Israël.

---

[26] Les États-Unis ont rétabli leur aide économique de 35 millions de dollars le 2 août 1991, puis leur aide militaire de 22 millions de dollars. Voir P. Fenaux, « Moyen-Orient : les dossiers de la paix », *Les Dossiers du GRIP*, n°175-176, novembre-décembre 1992, p. 57.
[27] *The Jerusalem Post*, 24 décembre 1988, p. 5, M. Ronnen.

Par ailleurs, G. Bush, hostile à la colonisation dans les territoires occupés, se heurte à la politique d'I. Shamir au cours des années 1990. La fin de la guerre froide induit de nouvelles alliances dans la région avec les pays arabes, et les États-Unis n'apportent plus leur soutien systématique aux Israéliens. Juste avant l'ouverture de la Conférence de paix de Madrid en octobre 1991, G. Bush apparaît[28] ainsi donnant une petite claque amicale à I. Shamir tout en lui serrant la main. Deux inscriptions figurent sur ses manches : « *Settlements no* » et « *Zionism yes* ». Le Président américain, impressionnant par sa taille, doit se baisser pour être à la hauteur du Premier ministre israélien. Le journal dénonce la double politique des Américains : leur soutien à Israël et donc par conséquent au sionisme[29], et leur refus de la colonisation, pourtant ligne directrice de l'idéologie sioniste. Cela dénote un peu. M. Shamir, de petite taille, semble, sur le dessin, prêt à vaciller devant M. Bush.

Quelques mois plus tard, en 1992, M. Bush exige l'arrêt de cette colonisation dans les territoires occupés. Les États-Unis ne reconnaissent pas la partie est de Jérusalem comme territoire israélien et, conformément aux résolutions de l'ONU, s'opposent aux implantations. M. Shamir, de son côté, refuse les conditions de M. Bush. C'est ainsi qu'Israël se voit refuser la garantie escomptée pour le prêt de plusieurs millions de dollars pourtant nécessaires pour la construction de milliers de logements pour les Juifs russes récemment arrivés.

L'aide américaine conduit à des concessions israéliennes dans le processus de paix. Les États-Unis apportent depuis 1948 leur soutien financier aux Israéliens. Dans les années 1990 le montant s'élève à un peu plus de trois millions de dollars par an[30]. Pourtant les États-Unis conditionnent certaines fois leur appui financier. Ainsi, en 1991, les relations entre les États-Unis et Israël se refroidissent. Dans une caricature du mois de septembre, George Bush tient un sac, sur lequel on peut lire « *Aid* », il sème des pièces[31] entre une colombe, symbole de la paix, et une cage. On distingue le sigle dollar sur les pièces. Sur le dos de la colombe, une étoile de David est dessinée. Fatigué, l'animal baisse la tête et les ailes, une goutte de sueur tombe de son front. La cage aux oiseaux est vide. La mention « Mideast Peace » est inscrite sur la porte. Le géant aux dollars écrase le pauvre petit

---

[28] *The Jerusalem Post*, 25 septembre 1991, p. 24, M. Ronnen.
[29] Cette doctrine vise à la restauration d'un État juif indépendant en Palestine.
[30] Voir C. Mansour, *op. cit. supra* (note 8), p. 163.
[31] *The Jerusalem Post*, 21 septembre 1991, p. 3.

oiseau (Israël). M. Bush tente d'attirer la colombe (Israël) vers lui et la Conférence régionale de paix prévue fin octobre à Madrid (symbolisée par la cage aux oiseaux) avec de l'argent. Cette conférence est perçue comme une prison (une cage), car les Israéliens vont devoir faire des concessions aux Palestiniens et aux pays arabes.

The Jerusalem Post, dans ses caricatures, révèle la politique du principal allié israélien qui use parfois de son pouvoir financier pour obliger Israël à accepter des concessions politiques. Le gouvernement israélien ne suit pas toujours les recommandations ou exigences américaines qui sont trop contraignantes et le journal relaye cette position.

Les Palestiniens fustigent les États-Unis dans le processus de paix :
Selon *Al-Fajr,* la politique très active que mènent les États-Unis au Moyen-Orient s'avère totalement inefficace, plus particulièrement dans les relations israélo-arabes. Les deux caricaturistes du journal[32] stigmatisent aussi leur politique de dons et leur soumission à Israël.

La tournée de George Shultz en 1988 doit relancer le processus de paix. Cependant cet envoyé spécial est tourné en ridicule par Suleiman Mansour, qui lui accorde peu de crédit dans son intention de parvenir à une paix réelle. Courant[33] aux côtés de M. Shamir, avec une batte dans une main, M. Shultz semble prêt à frapper la gentille colombe de la paix qui paraît terrifiée à la vue des deux hommes. Dans une autre caricature, un enfant palestinien lui tend une paire de lunettes pour voir de près[34]. M. Shutz, les yeux fermés, a, semble-t-il, quelques problèmes pour déchiffrer le papier qu'il tient entre les mains sur lequel figure l'inscription : « *Peace in the Middle East* ».

Cette vision quelque peu négative s'explique par le fait que si les États-Unis s'impliquent dans la région, ils utilisent leur droit de veto dans la majorité des résolutions condamnant Israël à l'ONU. La situation économique et politique est désastreuse dans les territoires occupés depuis 1967 par les troupes israéliennes. Les territoires sont bouclés, soumis à un régime militaire et au couvre-feu, l'économie est paralysée. Au niveau politique, les maires de villes n'ont aucun pouvoir, et ne peuvent rien entreprendre sans l'aval des autorités. Les Américains sont au courant de cela, mais n'exercent aucune pression sur Israël. Avec le début de l'*Intifada* en décembre 1987, le monde ouvre les yeux sur la vie et l'histoire des

[32] S. Mansour et N. Al Ali.
[33] *Al-Fajr*, 10 avril 1988, p. 3, S. Mansour.
[34] *Al-Fajr*, 13 mars 1988, p.12, caricature extraite de *Al-Quds*.

Palestiniens. Le plan Shultz en 1988, puis le plan Baker en 1989-1990 se suivent sans succès. Les États-Unis ne s'investissent réellement dans le processus de paix qu'à partir de la guerre du Golfe en 1991. La Conférence de paix de Madrid d'octobre 1991 permet l'ouverture d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Les pourparlers bilatéraux qui en découlent se déroulent à Washington sous les auspices américains durant l'année 1992 et 1993. Mais Israéliens et Palestiniens buttent sur certaines questions concernant Jérusalem, le retour des réfugiés palestiniens et l'autonomie des Palestiniens. Les États-Unis, jusque-là très impliqués, restent de simples observateurs.

Al-Fajr dénonce aussi l'emprise des dollars américains sur les pays arabes et notamment sur la Jordanie. Le pays souffre de la présence de près de deux millions de Palestiniens sur son territoire, conséquence des guerres de 1948 et 1967. Cela a posé des problèmes d'intégration et d'équilibre avec le reste de la population. En septembre 1970, les forces jordaniennes s'opposent même aux organisations palestiniennes, qui constituent un État dans l'État. Aujourd'hui la moitié de la population est palestinienne. Leurs rapports ont toujours été problématiques aussi *Al-Fajr* n'hésite-t-il pas à vilipender la monarchie jordanienne sur l'aide américaine qu'il reçoit. Dans une caricature de 1988, un homme marche[35] sur une route parsemée de dollars. Son visage respire l'avidité. Le panneau indique la direction d'Amman.

Le roi Hussein, avec sa double culture arabe et anglo-saxonne, a orienté très tôt la Jordanie vers l'Occident. Le pays a d'abord bénéficié de la protection britannique, puis de celle des Américains à partir des années cinquante afin d'empêcher l'installation d'un pays hostile à Israël sur la rive est du Jourdain. Néanmoins, malgré son indépendance, le pays dépend encore trop des États-Unis du point de vue financier et militaire, à hauteur de plusieurs millions de dollars par an.

Pour *Al-Fajr*, les pays arabes, notamment la Jordanie, ne s'orientent pas dans la bonne direction. Dans un dessin[36] de Naji Al Ali, paru en 1988[37], trois hommes symbolisant les pays arabes se dirigent à gauche de la caricature, vers des flèches qui indiquent la direction des États-Unis. Un enfant essaye tant bien que mal de les retenir et de les diriger dans l'autre sens, vers la Palestine indiquée sur le panneau et par le drapeau palestinien.

---

[35] *Al-Fajr*, 10 octobre 1988, p. 5.

[36] *Al-Fajr*, 4 septembre 1988, p. 11, N. Al-Ali.

[37] N. Al Ali, a été assassiné à Londres en juillet 1987. *Al-Fajr* comme d'autres journaux se sert pourtant régulièrement de ses caricatures pour illustrer des articles.

Les pays arabes, Égypte, Syrie, Jordanie principalement, bien trop occupés par leurs intérêts, ont toujours privilégié une solution qui ne prévoyait pas d'indépendance réelle pour les Palestiniens, mais plutôt une tutelle afin de s'approprier, selon le dessinateur, leurs territoires. Officiellement ils suivent sans cesse la politique américaine au nom de la paix, officieusement c'est plutôt pour l'apport des dollars. Les pays arabes ne parviennent pas à déterminer les intérêts réels de la nation arabe.

Les Palestiniens fustigent le pouvoir des États-Unis et les accusent aussi d'être soumis à Israël. Dans *Al-Fajr,* les Présidents américains, MM. Reagan et Bush, sont dessinés comme des hommes un peu stupides, ne comprenant rien aux Palestiniens. M. Reagan joue ainsi de la grosse basse dans un orchestre sous les ordres de M. Shamir[38] ; un mois plus tard, le Président américain fait des bulles avec un jouet[39]. M. Bush, lui, réfléchit puis s'interroge un peu naïvement sur la question palestinienne. Plutôt joyeux, les deux hommes semblent en dehors de la réalité. Tous deux paraissent aux ordres des Israéliens, se conformant totalement à leurs désirs.

Les mises en scène concernant les relations israélo-américaines sont très orientées vers un *leadership* israélien imposant ses idées et sa politique aux États-Unis. M. Shamir[40] caresse un chien de grande taille en souriant. L'animal, avec un chapeau aux couleurs du drapeau américain, donne l'impression d'être féroce. La bête soumise aux ordres du Premier ministre israélien est prête à mordre quiconque s'approche. Sa chaussure arbore l'inscription « *International Opinion* », comme si les Israéliens marchaient et se moquaient de ce que pense la communauté internationale. Ce dessin du 21 février 1988 a d'abord été publié le 18 février dans *Al-Quds* dans le contexte des violences qui ont commencé en décembre 1987 et marqué le début de l'*Intifada*.

Quelques mois plus tard, en septembre 1988 dans une caricature de Suleiman Mansour, MM. Dukakis et Bush se trouvent au pied d'une immense tour où il est écrit « *Israël* ». Tous deux implorent l'homme assis en haut de la tour, comme s'ils étaient à ses pieds[41].

De simples manifestations, la colère se transforme en rébellion contre l'occupation israélienne. Près de 30 000 soldats israéliens assurent le maintien de l'ordre dans les territoires occupés. La répression des soldats est

---

[38] *Al-Fajr*, 14 février 1988, p. 12, caricature publiée dans *Al-Quds.*
[39] *Al-Fajr*, 13 mars 1988, p. 9.
[40] *Al-Fajr*, 21 février 1988, p. 12.
[41] *Al-Fajr*, 11 septembre 1988, p. 6, S. Mansour.

visible sur toutes les télévisions du monde. Pourtant les États-Unis ne réagissent pas et ne prennent pas part aux condamnations internationales ni au vote des résolutions les plus importantes à l'ONU. C'est ce que réprouve le journal palestinien, l'inaction et l'inefficacité de la grande puissance américaine.

Les résultats de la politique américaines dans le processus de paix :
La persistance de James Baker et la volonté de G. Bush à régler le conflit israélo-arabe rapidement après la fin de la guerre du Golfe aboutissent à la Conférence de paix de Madrid fin octobre 1991. Pour y parvenir et afin que M. Shamir, Premier ministre israélien et farouche opposant à toute négociation à laquelle prendrait part l'ONU, coopère, l'administration Bush lui donne des garanties. Ainsi, la Conférence prend comme base de négociation le plan Shamir de mai 1989 sur une autonomie des Palestiniens ; les États-Unis poursuivent leur coopération stratégique avec Israël ; ils réduisent le dialogue avec l'OLP au strict nécessaire et ferment l'immigration aux Juifs russes pour les orienter vers Israël. À Madrid, s'amorce un dialogue entre Israéliens et pays arabes. Les Palestiniens de l'OLP, de l'extérieur et de Jérusalem, ne sont pas admis à la table des négociations. Ceux qui répondent aux critères doivent s'intégrer dans une délégation commune avec la Jordanie. L'administration Bush a réussi à imposer les exigences israéliennes comme point de départ des discussions.

Après la conférence, les négociations bilatérales entre Israéliens et Palestiniens se déroulent à Washington. Les États-Unis comptent sur la création d'une dynamique qui amènerait les Israéliens à accepter des concessions. Pourtant les séances de pourparlers n'avancent guère. *Al-Fajr* dénonce l'immobilisme des États-Unis qui, après Madrid, adoptent une politique moins ferme envers les Israéliens. Depuis les concessions de décembre 1988, lorsque l'OLP appelle à la coexistence des deux États, la situation a bien changé. Affaiblis par leur rapprochement avec l'Irak durant la guerre du Golfe et leur isolement sur le plan international, les Palestiniens ne sont pas en position d'exiger un État.

Conclusion

L'intérêt de ces différents journaux résident dans leurs caricatures qui secondent leur ligne éditoriale. Des États-Unis fiers, forts de leurs atouts, militairement puissants, financièrement dominants, et en suprématie à

l'ONU, sont autant de thèmes communs abordés par la presse française, israélienne et palestinienne. Cependant ils le sont de façon radicalement différente. L'image des États-Unis ressort bien entachée, à l'opposé de celle qui se présente comme juste et droite, sauvant les plus faibles.

Le Monde, regard étranger de la région, expose la vision française. La particularité du journal est de s'attacher à la défense des « grands idéaux humanitaires », et de « pencher toujours du côté de la liberté et de la justice[42]». Quinze pour cent du tirage est diffusé à l'étranger, principalement en Europe, Afrique du Nord, Afrique Noire, Amérique du Nord et Moyen-Orient.

Ce quotidien reste assez courtois dans sa vision, contrairement à ses illustrations des Israéliens et leur politique dans les territoires occupés. L'Europe, mais surtout la France, n'est présente qu'épisodiquement dans les caricatures touchant le conflit israélo-palestinien. L'image des Etats-Unis, certes attaquée, demeure pour le moins positive, elle transmet plutôt le rire. Plantu et Pancho, les deux caricaturistes du journal, restent dans le comique de situation, leurs dessins n'amènent pas la peur, les références au sang n'existent pas ou très peu.

Le Monde critique l'omniprésence et le pouvoir quasi dictatorial des États-Unis à travers deux caricaturistes, qui bénéficient d'une importante liberté dans leurs dessins.

Les critiques du *Jerusalem Post* envers les États-Unis dépassent de loin celles des journaux étrangers. Meir Ronnen, le principal dessinateur du journal, bénéficie d'une liberté totale qu'il exerce essentiellement pour traiter de la politique, laissant de côté les victimes du terrorisme.

The Jerusalem Post n'hésite pas à dénigrer avec virulence le gouvernement, les hommes politiques israéliens, ainsi que la politique intérieure et extérieure. Le journal se permet des critiques plus dures envers les Américains, certainement à cause des relations privilégiées israélo-américaines. *The Jerusalem Post* défend la politique américaine et reste un allié de taille pour les États-Unis, non sans lui adresser quelques remarques acerbes. Édité en anglais, le journal trouve sa place aux États-Unis où vivent des millions de Juifs. Soixante-dix pour cent des tirages du journal sont achetés là-bas. La place des relations avec eux est donc prépondérante. Financièrement et militairement, les Américains ont une bonne assise dans la région depuis des années. Ils s'intéressent au Moyen-Orient pour des raisons stratégiques et politiques (Israël, au cœur du monde arabe, sert de base), et

[42] Voir A. Finkeldei, *op. cit. supra* (note 2), p. 233.

économiques avec le pétrole (symbolisé par un bidon d'essence dans une des caricatures). Le pétrole représente une arme politique aux mains des pays producteurs qui possèdent cinquante pour cent des ressources mondiales. Sans l'aide financière, militaire et politique (soutien pratiquement inconditionnel notamment à l'ONU), Israël connaîtrait de graves problèmes.

The Jerusalem Post met en lumière la double politique américaine envers les Israéliens. Le journal traite peu des relations entre les pays arabes et les États-Unis.

Les journaux palestiniens évoquent une image peu flatteuse des États-Unis. À l'inverse des quotidiens français et israéliens, *Al-Fajr* et *Palestine Times* nous dépeignent des Américains empreints de fierté qui arborent leur puissance au service d'Israël et de leurs intérêts. Inondant les pays arabes de dollars, les États-Unis poursuivent leur politique hégémonique. Ils interviennent dans les relations israélo-palestiniennes en raison d'intérêts stratégiques et économiques. Les pays arabes représentent des marchés potentiels. Les caricatures avec des situations comiques disparaissent, laissant place à la tristesse et au sang.

Al-Fajr est publié dans les territoires occupés par Israël, à Jérusalem-est. L'intérêt journalistique de ce quotidien réside dans l'écho qu'il donne, aux étrangers et aux Israéliens, de l'opinion palestinienne. Le journal doit faire face au contrôle militaire qui censure régulièrement des articles. Il est publié essentiellement en Israël, en Europe et aux États-Unis.

La majorité des articles et des illustrations aborde l'occupation israélienne et ses conséquences : la présence de soldats, les blessés, le bouclage des territoires, la démolition de maisons, l'expulsion de Palestiniens. Il publie principalement les caricatures de Suleiman Mansour[43], résident des territoires occupés et de Naji Al Ali[44], exilé en Angleterre, jusqu'à sa mort en 1987.

Pour *Al-Fajr,* les Israéliens manipulent les États-Unis. Grâce à leurs dollars, les Américains achètent les pays arabes et leur silence dans la question israélo-palestinienne. Ce quotidien nous montre une Amérique imbue d'elle-même.

---

[43] Son travail évoque la lutte et la souffrance des Palestiniens face à l'oppression. Ses dessins décrivent le quotidien des Palestiniens.

[44] Ses dessins évoquent la voix du peuple palestinien, contre les sionistes, les impérialistes et les pays arabes qui profitent de son malheur et se rangent du côté américain. Ils sont à la fois simples et touchants.

Le second journal palestinien, *Palestine Times* met en lumière les conséquences de la politique américaine : du sang et des larmes.

La position du *Palestine Times*[45] est intéressante pour compléter la vision des Palestiniens, car c'est un magazine publié en dehors des territoires occupés. Proche du Hamas, hostile au processus de paix avec Israël, il donne aussi une image très négative des États-Unis. Le sang, la puissance au détriment des petits (Palestiniens notamment), la fierté des Américains, sont autant d'éléments qui ressortent des caricatures en général, et notamment de celles que nous avons choisies de traiter. *Palestine Times* n'émet aucune critique envers les pays arabes.

Les États-Unis, avec une bonne campagne d'opinion, ont réussi à mobiliser une coalition contre l'Irak en 1991. Ce pays est diabolisé, alors même que ce sont les États-Unis qui l'ont armé. Le problème du Koweït devient une question de droit, alors que les Palestiniens attendent depuis plus de quarante ans un règlement dans le conflit avec Israël. À la fin du mandat de G. Bush en 1992, et malgré les pourparlers de paix, leur situation politique et leurs conditions de vie n'ont que peu ou pas progressé.

[45] Première publication en 1991.